

**MEMORANDUM DES PARTIS POLITIQUES FDU-INKINGI ET RNC A
L'OCCASION DU DEPOT DE PLAINTE AU-PRES DE LA COUR PENALE
INTERNATIONALE CONTRE LE PRESIDENT RWANDAIS LE G^{al} PAUL KAGAME
POUR LES CRIMES COMMIS AU RWANDA ET EN REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO**

Introduction

La Cour Pénale Internationale (CPI) dont le siège est à La Haye aux Pays a été créée le 1^{er} juillet 2002, date d'entrée en vigueur du Statut de Rome instituant cette cour. A ce jour, sur 193 Etats reconnus par les Nations Unies, 121 ont ratifié le Statut de Rome et acceptent son autorité, 32 autres Etats ont signé le Statut de Rome. Cette cour doit juger les crimes de génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou crimes d'agression commis par un citoyen d'un pays signataire ou commis sur le territoire d'un Etat signataire ou les affaires transmises par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

C'est donc pour sa compétence sur les crimes commis sur le territoire de la République Démocratique du Congo, Etat qui a ratifié le Statut de Rome que les partis politiques FDU-Inkingi, RNC ainsi que les Organisations de la Société Civile rwandaise et congolaise, ont décidé de porter plainte contre le Président Rwandais Paul Kagame, pour les crimes qu'il a commis ou commandités en République Démocratique du Congo et qui sont suffisamment documentés¹. Les crimes attribués au Président rwandais et à son appareil politico-militaire sont nombreux et différents rapports les ont mis en exergue, ce, y compris les rapports commandités par les Nations Unies elles-mêmes (Rapports Degni-Segui, Gersony, Garretton, Del Ponte (Enquêtes spéciales), Mahmoud Kassem (pillage des Ressources de la RDCongo (S/PRST/2001/39), Mapping Report, Violation de l'embargo sur les armes (S/2012/348)), etc. Jusqu'à présent, aucun de ces rapports n'a donné lieu à une suite judiciaire appropriée, alors que les faits, les auteurs, les lieux et dates des crimes sont bien documentés. Même le Tribunal Pénale Internationale pour le Rwanda sis à Arusha en Tanzanie, et qui est compétent pour juger les crimes de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis au Rwanda entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 par les deux belligérants à savoir le gouvernement rwandais de l'époque et le FPR, n'a jugé jusqu'à ce jour que les crimes commis par la partie gouvernementale, faisant un fi total sur les crimes commis par le FPR et instaurant ainsi un déni de justice sans précédent pour un tribunal international digne de ce nom. Les enquêtes ouvertes en France et Espagne pour les crimes imputés au Président rwandais et à ses proches, piétinent à cause des pressions des puissances qui soutiennent le régime rwandais.

¹ Voir les documents en annexe

L'impunité dont a bénéficié jusqu'à ce jour, le Président Rwandais, doit cesser et la Cour Pénale Internationale a l'occasion de montrer au monde entier sa capacité à mettre fin à l'impunité et contribuer ainsi à prévenir les crimes à venir.

Conscients que tous les crimes commis par le Présidents rwandais et ses hommes de main ne sont pas tous couverts par le mandat de la CPI, soit qu'ils aient été commis avant la date de la ratification du Statut de Rome, soit qu'ils aient été commis dans un Etat non signataire du Statut de Rome, il nous semble néanmoins important de rappeler brièvement les crimes commis par ou par ordre du Président rwandais pour en montrer l'étendue.

A. Les crimes commis par le FPR/APR dont le commandant en chef était le Général Paul Kagame pendant la guerre 1990-1994 et après sa prise du pouvoir.

Selon des enquêtes faites par l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch(Observatoire des droits de l'homme) et la Commission Internationale sur la Violation des droits de l'homme au Rwanda², certains éléments de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) sous le commandement du Général Paul Kagame étaient responsables d'un certain nombre de violations de droits de l'homme sérieuses dans les premières années de la guerre au Rwanda. Entre 1990 et 1993, certains soldats du FPR ont tué et enlevé des civils et ont pillé les propriétés dans le nord-est du Rwanda. Ils ont mené des attaques des camps des personnes déplacées et ont forcé la population de la zone frontalière à fuir en Ouganda ou dans les camps de personnes déplacés plus loin vers l'intérieur du pays. Sur son passage vers la conquête du pouvoir ces éléments de l'APR ont tué des centaines de milliers de personnes, certaines victimes ayant été enterrées dans des fosses communes, d'autres ayant été tout simplement brûlées. Le FPR ayant tout fait pour empêcher la population de s'exprimer sur ses crimes dans la zone qu'il contrôlait, la commission a rassemblé la plupart des informations sur ces crimes auprès des personnes réfugiées dans les camps de la zone contrôlée par le gouvernement.

Après la conquête du pouvoir, des massacres de populations civiles à grande échelle se sont déroulés à l'intérieur du Rwanda dans toutes les préfectures sans que les auteurs de tels massacres soient appréhendés et traduits en justice. À la fin de l'année 1994, les autorités Rwandaise ont annoncé la fermeture des camps de déplacés à l'intérieur du Rwanda, notamment dans le sud-ouest où environ 220.000

² Crimes attributed to the Rwandan Patriotic Front (RPF) in the Human Rights Watch's Report "*Leave None to Tell The Story: Genocide in Rwanda*", http://www.hrw.org/reports/1999/rwanda/Geno15-8-03.htm#P713_229872

personnes étaient réfugiées. Lors de la destruction du camp de Kibeho³, du 18 au 22 avril 1995, des personnes déplacées non armées composées en grande majorité de femmes, de vieillards et d'enfants furent privées d'eau et de nourriture pendant trois jours avant d'être la cible d'attaques à la grenade, aux lance-roquettes et autres armes à feu, provoquant la mort d'au moins 8000 personnes sur le champ et la fuite en débandade de milliers d'autres. Des troupes de la Mission des Nations unies pour le Rwanda (MINUAR), étaient présentes à Kibeho pendant ce massacre, mais ont manqué à leur mission de protéger la population civile. Le Colonel Fred Ibingira qui dirigeait ces opérations au lieu d'être sanctionné, a été promu Général, ce qui prouve la collusion des hautes autorités du Pays, notamment du Général Paul Kagame, alors Vice-président et ministre de la Défense.

Des tueries à grande échelle furent organisées à travers tout le pays pendant la période qui a suivi la fin de la guerre, des familles entières furent massacrées lors des réunions publiques convoquées par les autorités ; la population répondait à ces réunions annoncées pour lui venir en aide en nourriture et lorsque les gens étaient rassemblés, les militaires les encerclaient et les tuaient indistinctement.

La première preuve de massacres à grande échelle, organisés et systématiques par certains éléments du FPR agissant sous le commandement du Général Paul Kagame, a été rassemblée par une équipe du HCR envoyé au Rwanda dans un autre but. Quand cette équipe a rendu son rapport, le gouvernement rwandais a utilisé tous ses lobbies et soutiens parmi les grandes puissances pour l'étouffer.

La mission du HCR conduite par Robert Gersony pour étudier si les conditions de retour de plus de deux millions de Rwandais réfugiés dans les pays limitrophes du Rwanda étaient réunies, établit clairement que les massacres de populations civiles étaient commis par les éléments du FPR. Cette mission constata que le système de communication efficace du FPR lui avait permis de camoufler ces massacres à grande échelle.

³ Claudine Vidal, MASSACRE DE KIBEHO: LES HUMANITAIRES, TEMOINS DE L'HISTOIRE, article paru dans *Les Temps Modernes*, no. 627, « L'humanitaire », avril-mai-juin 2004, p.92-107. <http://www.rdrwanda.org/victimes/fpr/KibehoArticleDeClaudineVidal.pdf>

Médecins Sans Frontières, *Report on Events in Kibeho camp, April 1995*, 25 May 1995, <http://129.194.252.80/catfiles/0218.pdf>, <http://www.anzacday.org.au/history/peacekeeping/anecdotes/kibeho.html>

EYEWITNESS TO A MASSACRE: Captain Carol Vaughan-Evans and George Gittoes saw it all first hand in Rwanda at the Kibeho massacre

http://www.australiansatwar.gov.au/throughmyeyes/pk_cuf.asp

Dans leur rapport ils ont montré les atrocités et les crimes commis par certains soldats de l'APR à l'intérieur du territoire rwandais, dans le nord-ouest, ils ont rassemblé des données sur les massacres de personnes qui avaient essayé de revenir au Rwanda en provenance de l'ex-Zaïre, et ils ont noté des arrestations systématiques et arbitraires et "les disparitions" d'hommes adultes dans la préfecture de Gisenyi. Ils ont aussi établi des massacres à large échelle dans les préfectures du sud et du sud-est : Butare, une partie de Kigali et Kibungo, particulièrement les communes adjacentes à la frontière où des massacres de populations ont été perpétrés lors des réunions publiques convoquées par les autorités. Le rapport Gersony a évalué que pendant les mois d'avril à août 1994, ces éléments de l'APR/RPF avaient tué entre 25,000 et 45,000 personnes, entre 5,000 et 10,000 personnes chaque mois d'avril à juillet et 5,000 pendant le mois d'août. D'autres rapports ont confirmé les massacres commis par les éléments de l'APR/FPR envers la population civile et comme à l'accoutumé tous ces rapports sont restés lettres mortes.

B. Crimes commis par l'APR/FPR en République Démocratique du Congo pendant les première (07/1996-07/1998) et deuxième (08/1998-01/2000) guerres du Congo ainsi que pendant la transition (01/2001-06/2003)

Lors de la guerre qui a renversé le Maréchal Mobutu, Président de l'ex-Zaïre, et qui a porté au pouvoir Mr. Laurent Désiré Kabila, l'Armée Patriotique Rwandaise qui était le principal fer de lance de cette attaque a procédé à des massacres systématiques des Réfugiés Hutus et des populations civiles congolaises assimilées aux Hutus ou ayant tenté de protéger les Réfugiés. Le Mapping Report⁴ a décrit de façon détaillée la façon dont certains éléments l'Armée Patriotique Rwandaise sous le commandement du Général Paul Kagame ont procédé pour accomplir des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, d'actes de génocide voire de génocide.

Le rapport souligne au point 193. : « Toute cette période a été caractérisée par une poursuite impitoyable des réfugiés hutu, des ex-FAR/Interahamwe par les forces de l'AFDL/APR à travers tout le territoire congolais ».

Le rapport détaille plusieurs incidents qui montrent comment les réfugiés hutus rwandais (et parfois burundais) ont été délibérément visés par des attaques systématiques et planifiées : encerclement des camps, suivi de leurs pilonnages et de leurs attaques, érection des barrières sur toutes les issues, massacres de

⁴ UN Mapping exercise report October 1, 2010 The report covers the most serious violations of human rights and international humanitarian law committed in Congo between March 1993 and June 2003.

http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/DRC_MAPPING_REPORT_FINAL_EN.pdf

http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/FS-1_Mapping_exercise_FINAL.pdf

vieillards, de femmes, d'enfants,...par la coalition APR/AFDL/FAB. Pour camoufler ces forfaits, la population congolaise était obligé de participer à l'enterrement des corps dans des fosses communes, lorsque ces corps n'étaient pas purement et simplement brûlés. Le modus operandi fut rigoureusement le même que ce soit à Uvira, à Bukavu, à Goma, à Tingi-Tingi, à Mbandaka, etc. Plusieurs violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire constituent des crimes internationaux au sens du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et engagent la responsabilité pénale individuelle de leurs auteurs. Les incidents les plus graves inventoriés dans le présent projet constituent en grande majorité des crimes internationaux, que ce soit des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, souvent les deux à la fois. La question de l'existence concomitante de certains actes qui pourraient être qualifiés de génocide, bien que beaucoup plus difficile à résoudre, ne saurait néanmoins être ignorée.

Dans le sillage de cette guerre, un autre crime a été opéré par l'Armée du Général Paul Kagame, à savoir le pillage des ressources naturelles du Congo⁵ avec l'instauration à Kigali du « Congo Desk », cellule chargée de gérer le butin de guerre.

Les crimes de l'Armée Patriotique Rwandaise, continuèrent lors de la deuxième guerre du Congo (août 1998-janvier 2000) et lors de la transition (janvier 2001-juin 2003) via les différentes rébellions fomentées par le Rwanda.

C. Nouvelle rébellion du M23 soutenue par le Rwanda

Une fois de plus c'est le Rwanda qui s'ingère dans les affaires intérieures congolaises en créant un nouveau mouvement rebelle appelé M23.

Selon l'annexe au Rapport du Groupe d'Experts des Nations Unies sur la RDC qui a été rendu public le 27 Juin dernier⁵, le Rwanda a gravement violé une série de sanctions établies par la résolution 1533 du Conseil de Sécurité des Nations Unies: le soutien direct et l'approvisionnement des groupes armés en RDC, le recrutement de combattants, la distribution d'armes et de munitions, l'infiltration politique et le lobbying, l'intervention militaire sur le territoire de la RDC, ainsi que la violation du gel des avoirs.

En guise de rappel, lors des événements post-électorales en RDC, Kinshasa a exercé une pression croissante sur le Général Bosco Ntaganda et autres figures du CNDP qui étaient déjà intégrés au sein des FARDC depuis 2009. Plusieurs tentatives de remaniements militaires accompagnés de discours politiques ont poussé

⁵ Lambert Mende Omalanga, Dans l'oeil du cyclone : Congo-Kinshasa : les années rebelles 1997-2003 revisitées, l'Harmattan 2008. ISBN : 978-2-296-05341-0

⁵ Addendum to the interim report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo (S/2012/348) concerning violations of the arms embargo and sanctions regime by the Government of Rwanda

<http://allafrica.com/download/resource/main/main/idatcs/00040389:91251e5a2a2216be19b7b71cac3cb22b.pdf>

Ntaganda et ses fidèles à prendre le maquis. Ntaganda a fui vers sa ferme dans la zone du Masisi tandis que d'autres éléments, tel que Sultani Makenga, se sont repliés dans les régions montagneuses autour de Rutshuru. En Mai 2012, on a vu la création officielle d'une nouvelle rébellion, baptisée M23, reconnue comme étant le successeur de l'ancienne rébellion du CNDP.

Chassé de sa ferme par des bombardements, Ntaganda s'est replié à Kinigi (Rwanda), sa ville natale, où il a pris contact avec plusieurs responsables rwandais avant de rejoindre plus tard, ses hommes à l'Est de Rutshuru. Le Groupe d'Experts indique avoir constaté que Makenga a également noué des contacts au Rwanda et qu'il a rencontré notamment le Général Ruvusha à Gisenyi. D'autres éléments du M23 ont pris un détour et ont rejoint le Rwanda en entrant soit via Goma ou Bukavu soit par traversée en bateau du lac Kivu.

L'annexe indique qu'une fois au Rwanda les rebelles du M23 portaient des uniformes rwandais, ce qui leur facilitait des mouvements clandestins à travers le Rwanda, la plupart du temps escortés par les troupes régulières de l'armée rwandaise. Le Groupe d'Experts indique clairement les itinéraires empruntés par les différents bataillons du M23, passant par le Rwanda et enfin traversant la frontière pour prendre leurs positions entre Rutshuru et Bunagana. Pendant ce temps, l'armée rwandaise participait également à des recrutements de nouvelles troupes pour la rébellion du M23

La stratégie de recrutement consistait à «recycler» les démobilisés et les combattants FDLR rapatriés au Rwanda et de les envoyer combattre aux côtés du M23. En outre, le Groupe d'Experts présente des preuves selon lesquelles beaucoup de jeunes rwandais ont été recrutés au Rwanda (notamment les onze combattants capturés par la MONUSCO et interrogés par les autorités congolaises par après). La plupart de ces recrutements ont eu lieu dans les zones de Ruhengeri et Kinigi qui représentent non seulement un coin stratégique à proximité de la frontière entre la RDC et le territoire du M23 mais aussi la région natale de Bosco Ntaganda et autres figures de la rébellion du M23. Le Groupe d'Experts affirme disposer également des photos attestant que le Rwanda a fourni aux mutins du M23 des armes et des munitions qui ne sont pas utilisés par l'armée congolaise mais par l'armée rwandaise.

D'autres preuves ont été présentées dans la forme d'appels téléphoniques qui ont eu lieu entre plusieurs acteurs importants au sein du M23 et des autorités rwandaises de haut niveau. Ces autorités comprennent notamment le Ministre de la Défense, James Kabarebe, son secrétaire personnel Senkoko, le secrétaire permanent du Ministère de Jack Nziza, Chef d'état-major de l'armée rwandaise, Charles Kayonga, et enfin Laurent Nkunda. On apprend en plus que ce dernier prend régulièrement part à des réunions stratégiques avec les dirigeants du M23 à Gisenyi et ailleurs.

Des actes répréhensibles du côté rwandais ont provoqué une situation dans laquelle tous les officiers rwandophones au sein de l'armée congolaise et d'autres éléments

ont été priés de quitter leurs positions habituelles pour rejoindre la rébellion du M23 afin de mener une guerre de sécession. Cet appel semble avoir été couronné de succès du moins partiellement puisque des désertions au sein des FARDC ont continué de façon régulière et des liens ont été noués avec d'autres groupes armés opérant dans la région. Dans l'ensemble, le Groupe d'Experts présente un tas d'informations accusant le Rwanda d'être la principale force derrière la nouvelle rébellion du M23.

D. Conclusion

Le moment est venu de mettre fin à l'impunité dont bénéficie depuis plus de 18 ans le Président Paul Kagame et tous les autres criminels encore en liberté. Au moment où la Communauté Internationale soutient les peuples libyen, tunisien, égyptien, birman, syrien,...pour se libérer des pouvoirs dictatoriaux qui les oppriment ou les oppriment encore, au moment où les mandats d'arrêt internationaux ont été lancés par la CPI à l'encontre du président soudanais ou encore du général Bosco Ntaganda soutenu par le Rwanda, au moment où l'ex-président ivoirien attend son procès alors que l'ex-rebelle congolais Thamas Lubanga vient d'être jugée par la même CPI, l'on comprend mal comment le Président Paul Kagame, sur qui pèse la mort de plusieurs millions de Rwandais et de Congolais, continue de bénéficier de l'impunité ? C'est cette impunité qui le pousse à continuer à refuser à son peuple d'avoir le droit de choisir ses dirigeants et de vivre dans la dignité comme les autres peuples, c'est cette impunité qui attise ses appétits expansionnistes et qui le pousse à vouloir déstabiliser constamment toute la sous-région des Grands-Lacs sous des motifs aussi fallacieux que la protection de son territoire contre les ennemis imaginaires.

Le temps est arrivé pour qu'en fin la Communauté Internationale ouvre les yeux et voie que les problèmes récurrents dans la sous-région sont toujours alimentés par un seul homme, un homme qui refuse d'ouvrir l'espace politique dans son pays, mais qui fait semblant d'exiger cela de ses voisins, un homme dont le pays est devenu une prison à ciel ouvert, un homme à la tête d'un système qui tue, emprisonne, fait disparaître les opposants politiques et les journalistes critiques, un homme qui ne cesse d'alimenter les conflits dans les pays voisins et qui protège des criminels notoires recherchés par la justice internationale.

Il est temps enfin que la Communauté Internationale aide le peuple rwandais dans sa volonté d'accéder à la démocratie, à la justice et à la réconciliation, piliers d'une paix durable au Rwanda et dans toute la sous-région des Grands-Lacs, car, aussi longtemps que le peuple rwandais sera sous le joug de la dictature et que l'impunité sera garantie à certains dirigeants, il y aura des répercussions régionales.

Fait à La Haye, le 18 août 2012.

Pour le Comité de Coordination des FDU-Inkingi,

Dr Nkiko Nsengimana, Coordinateur.

Pour le RNC,

Dr Théogène Rudasingwa, Coordinateur du Comité Intérimaire

ANNEXES

RWANDA : DOCUMENTATION SUR LES CRIMES DU FPR

FROM AMNESTY INTERNATIONAL:

Rwanda in the Amnesty International's World Report 2005

<http://web.amnesty.org/report2005/rwa-summary-eng>

RWANDA - Amnesty International's documentation on Rwanda

<http://web.amnesty.org/library/eng-rwa/index>

FROM HUMAN RIGHTS WATCH:

Essential Background: Overview of human rights issues in Rwanda in 2004

<http://hrw.org/english/docs/2005/01/13/rwanda9860.htm>

Human Rights Watch World Report 2003: Africa: Rwanda

<http://www.hrw.org/wr2k3/africa9.html>

Human Rights Watch World Report 2002: Africa: Rwanda

<http://www.hrw.org/wr2k2/africa9.html>

Human Rights Watch World Report 2001: Rwanda

<http://www.hrw.org/wr2k1/africa/rwanda.html>

Human Rights Watch World Report 2000: Rwanda

<http://www.hrw.org/wr2k/Africa-08.htm#TopOfPage>

HRW World Report 1999: Rwanda: Human Rights Developments

<http://www.hrw.org/worldreport99/africa/rwanda.html>

Crimes attributed to the Rwandan Patriotic Front (RPF) in the Human Rights Watch's Report

"Leave None to Tell The Story: Genocide in Rwanda"

http://www.hrw.org/reports/1999/rwanda/Geno15-8-03.htm#P713_229872

HRW World Report 1998: Rwanda

http://www.hrw.org/worldreport/Africa-10.htm#P816_217123

HRW World Report 1996: Rwanda

http://www.hrw.org/reports/1996/WR96/Africa-08.htm#P599_141723

HRW World Report 1996: Rwanda

http://www.hrw.org/reports/1995/WR95/AFRICA-08.htm#P397_139563

Human Rights Watch: Africa: Rwanda

<http://hrw.org/doc/?t=africa&c=rwanda>

Le Rwanda dans le Rapport Mondial 2005 de Human Rights Watch

<http://hrw.org/french/docs/2005/01/13/rwanda9985.htm>

Human Rights Watch: Afrique: Rwanda

http://hrw.org/doc?t=french_africa&c=rwanda

FROM THE UNITED STATE'S DEPARTMENT OF STATE:

RWANDA - Country Reports on Human Rights Practices - 2004

<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2004/41621.htm>

RWANDA - Country Reports on Human Rights Practices - 2003

<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2003/27744.htm>

RWANDA - Country Reports on Human Rights Practices - 2002

<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2002/18221.htm>

RWANDA - Country Reports on Human Rights Practices - 2001

<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2001/af/8398.htm>

RWANDA - Country Reports on Human Rights Practices - 2000

<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2000/af/720.htm>

RWANDA - Country Reports on Human Rights Practices - 1999

<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/1999/266.htm>

1998 Human Rights Report - Rwanda

http://www.state.gov/www/global/human_rights/1998_hrp_report/rwanda.html

1997 Human Rights Report: Rwanda

http://www.state.gov/www/global/human_rights/1997_hrp_report/rwanda.html

1996 Human Rights Report: Rwanda

http://www.state.gov/www/global/human_rights/1996_hrp_report/rwanda.html

1995 Human Rights Report: RWANDA

http://dosfan.lib.uic.edu/ERC/democracy/1995_hrp_report/95hrp_report_africa/Rwanda.html

FROM THE UNITED NATIONS SECRETARIAT:

Addendum to the interim report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo (S/2012/348) concerning violations of the arms embargo and sanctions regime by the Government of Rwanda <http://allafrica.com/download/resource/main/main/idatcs/00040389:91251e5a2a2216be19b7b71cac3cb22b.pdf>

UN Mapping exercise report October 1, 2010

The report covers the most serious violations of human rights and international humanitarian law committed in Congo between March 1993 and June 2003.

http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/DRC_MAPPING_REPORT_FINAL_EN.pdf

http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/FS-1_Mapping_exercise_FINAL.pdf

Letter dated 23 October 2003 from the Secretary-General addressed to the President of the Security Council

transmitting the final report S/2003/1027 of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N03/567/36/IMG/N0356736.pdf?OpenElement>

http://www.un.org/Docs/sc/unsc_presandsg_letters03.html

Addendum S/2002/1146/Add.1 - Letter dated 15 October 2002 from the Secretary-General addressed to the President of the Security Council - Letter dated 20 July 2003 from the Secretary-General addressed to the President of the Security Council.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N03/403/77/IMG/N0340377.pdf?OpenElement>

<http://www.un.org/Docs/sc/letters/2002/sglet02.htm>

Letter dated 15 October 2002 from the Secretary-General addressed to the President of the Security Council transmitting the report S/2002/1146 of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo, 16 October 2002.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N02/621/79/PDF/N0262179.pdf?OpenElement>

<http://www.un.org/Docs/sc/letters/2002/sglet02.htm>

UN Security Council Presidential Statement S/PRST/1998/20 of 13 July 1998 on violations of international humanitarian law committed in Zaire/Democratic Republic of the Congo.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N98/204/20/PDF/N9820420.pdf?OpenElement>

<http://www.un.org/Docs/sc/statements/1998/sprst98.htm>

Letter dated 29 June 1998 from the Secretary-General Addressed to the President of the Security Council transmitting the report S/1998/581 of his Investigative Team in the Democratic Republic of Congo on allegations of massacres and other violations of human rights since September 1996.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N98/177/22/IMG/N9817722.pdf?OpenElement>

<http://www.un.org/Docs/sc/letters/1998/sglet.htm>

United Nations Department of Public Information, *The United Nations and Rwanda 1993-1996*, The United Nations Blue Books Series, Volume X, November 1996, New York, 736 pages.

Letter from the Secretary-General to the President of the Security Council transmitting the final report S/1994/1405 of the Commission of Experts on the evidence of grave violations of international humanitarian law in Rwanda, including possible acts of genocide, 9 December 1994.

See pages 415-438 in *The United Nations and Rwanda 1993-1996*, The U.N. Blue Books Series, Volume X mentioned above.

Letter dated 1 October 1994 from the Secretary-General to the President of the Security Council transmitting the interim report S/1994/1125 of the Commission of Experts on the evidence of grave violations of international humanitarian law in Rwanda, including possible acts of genocide, 4 October 1994.

See pages 345-361 in *The United Nations and Rwanda 1993-1996*, The U.N. Blue Books Series, Volume X, mentioned above or the following link:

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N94/381/91/PDF/N9438191.pdf?OpenElement>

<http://www.un.org/Docs/secu94.htm>

FROM THE OFFICE OF THE U.N. HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS

Documents on Rwanda

http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?c=154&su=154

Documents sur le Rwanda

http://ap.ohchr.org/documents/dpage_f.aspx?c=154&su=154

Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Zaïre: Mission to the area occupied by rebels in eastern Zaïre (E/CN.4/1997/6/Add.2), 2 April 1997, 16 pages.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/G97/115/51/PDF/G9711551.pdf?OpenElement>

http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?m=81

Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Zaïre (E/CN.4/1997/6/Add.1), 16 September 1996, 29 pages.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/G96/140/11/PDF/G9614011.pdf?OpenElement>

http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?m=81

Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre: Mission dans le Kivu septentrional (E/CN.4/1997/6/Add.1), 16 septembre 1996, 31 pages.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/G96/140/12/PDF/G9614012.pdf?OpenElement>

http://ap.ohchr.org/documents/dpage_f.aspx?m=81

Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre: Mission dans la zone occupée par les rebelles dans l'est du Zaïre (E/CN.4/1997/6/Add.2), 2 avril 1997, 16 pages.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/G97/115/52/PDF/G9711552.pdf?OpenElement>

http://ap.ohchr.org/documents/dpage_f.aspx?m=81

FROM REPORTERS WITHOUT BORDERS:

Reporters sans frontières - Rwanda - Annual report 2005

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=13571

Reporters sans frontières - Rwanda - 2004 Annual Report

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=10193

Reporters sans frontières - Rwanda - 2003 Annual Report

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=6437

Reporters sans frontières - Rwanda - Annual report 2002

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1834

REPORTS FROM MEDECINS SANS FRONTIERES (PHYSICIANS WITHOUT BORDERS):

Forced Flight: A Brutal Strategy of Elimination in Eastern Zaire (May 1997)

<http://www.rdrwanda.org/victimes/fpr/MSF051997.pdf>

FROM THE CENTRE RIGHTS AND DEMOCRACY (based in Montreal, Canada):

International Non-governmental Commission of Inquiry into the Massive Violations of Human Rights

Committed in the Democratic Republic of Congo - Former Zaïre - 1996-1997, Montreal, Canada, 1998, 111 pages

<http://www.dd-rd.ca/frame2.iphtml?langue=0&menu=m07&urlpage=store/>

<http://www.ichrdd.ca/english/commdoc/publications/demDev/RDC/repDRCCConclusion.html>

Commission internationale non-gouvernementale sur les violations massives des droits humains en République Démocratique du Congo (ex-Zaïre) 1996-1997, Montréal, Canada, 1998, 111 pages

<http://www.ichrdd.ca/frame2.iphtml?langue=1&menu=m07&urlpage=storeF/>

<http://129.194.252.80/catfiles/1154.pdf>

FROM PHYSICIANS FOR HUMAN RIGHTS (PHR):

PHR Report: Investigations in Eastern Congo and Western Rwanda (Published in June 1997)

http://www.phrusa.org/research/health_effects/humcongo.html

FROM OTHER SOURCES:

Claudine Vidal, MASSACRE DE KIBEHO: LES HUMANITAIRES, TEMOINS DE L'HISTOIRE, article paru dans *Les Temps Modernes*, no. 627, « L'humanitaire », avril-mai-juin 2004, p.92-107.

<http://www.rdrwanda.org/victimes/fpr/KibehoArticleDeClaudineVidal.pdf>

Massacre at Kibeho Internally Displaced Persons (IDP) Camp on 22 Apr 95

<http://www.warriordoc.com/rwanda/kibeho.htm>

Médecins Sans Frontières, *Report on Events in Kibeho camp, April 1995, 25 May 1995*

<http://129.194.252.80/catfiles/0218.pdf>

A witness to 'hell on earth' at Kibeho

<http://www.defence.gov.au/news/raafnews/editions/4614/history/story01d.htm>

Witness to Genocide -- A Personal Account of the 1995 Kibeho Massacre

<http://www.anzacday.org.au/history/peacekeeping/anecdotes/kibeho.html>

EYEWITNESS TO A MASSACRE: Captain Carol Vaughan-Evans and George Gittoes saw it all first hand in Rwanda at the Kibeho massacre

http://www.australiansatwar.gov.au/throughmyeyes/pk_cuf.asp

For the number of civilians killed at Kibeho massacre, members of the Australian Medical Support Force (AMSF) had counted more than 4,000 before they were stopped by Rwanda Patriotic Army (RPA) officials. The AMSF was Australia's contribution to the United Nations Assistance Mission to Rwanda (UNAMIR). To view 19 pictures taken by Australian peacekeepers at the scene of Kibeho massacre, go to

<http://www.awm.gov.au/database/collection.asp>, click « Collections search » and then type the word «Kibeho » in your search in the Australian War Memorial Collections Database. You can also view all pictures taken by Australian peacekeepers in Rwanda by typing the word « Rwanda » in your search.

Le martyrologie de l'Eglise du Rwanda

http://www.rdrwanda.org/victimes/fpr/Eglise_catholique_martyrs.pdf

De l'assassinat des évêques rwandais et autres ecclésiastiques à Gakurazo, le dimanche 5 juillet 1994

<http://www.rdrwanda.org/Rwanda/infos/Linguyenzeza02121999.html>

SOS Rwanda – Burundi, *Le Rwanda 2004 face à la Déclaration universelle des droits de l'homme*

<http://www.inshuti.org/sosdroit.pdf>

SOS Rwanda – Burundi, *Liste des membres du FPR-Inkotanyi /APR soupçonnés d'avoir prémédités et commis des crimes contre l'humanité qui sont de la compétence du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) : Dossier No. 1*, Belgique, juin 1998.

<http://129.194.252.80/catfiles/1290.pdf>

MAJOR GENERAL PAUL KAGAME BEHIND THE SHOOTING DOWN OF LATE HABYARIMANA'S PLANE: AN EYE WITNESS TESTIMONY

<http://www.inshuti.org/ruyenzi.htm>

ASSASSINAT DES PRÉSIDENTS JUVÉNAL HABYARIMANA DU RWANDA ET CYPRIEN

NTARYAMIRA DU BURUNDI: TÉMOIGNAGE DU LIEUTENANT ABDUL RUZIBIZA

<http://www.inshuti.org/ruzibiza.htm>

DECLARATION SUR L'ATTENTAT CONTRE L'AVION DANS LEQUEL LESPRESIDENTS

HABYALIMANA DU RWANDA ET NTARYAMIRA DUBURUNDI TROUVERENT LA MORT LE 06

AVRIL 1994

<http://129.194.252.80/catfiles/1625.pdf>

<http://72.14.207.104/search?q=cache:xES2PxaTKEYJ:129.194.252.80/catfiles/1625.pdf+Jean+Pierre+Mugabe&hl=en>

Lawsuit in Spain against high ranking officers of the Rwandan Patriotic Army (including the Army Chief of Staff) for the murder on 9 Spaniards in Rwanda

<http://www.veritasrwandaforum.org>

<http://www.veritasrwandaforum.org/material/comunicado%20admission%20querella.pdf>

International Peace Information Service (IPIS), *Supporting the war economy in DRC. European companies and the coltan trade*

<http://129.194.252.80/catfiles/2343.pdf>

International Rescue Committee, *Mortality in the Democratic Republic of Congo: Results from a nationwide survey conducted April-July 2004*

http://www.theirc.org/pdf/DRC_MortalitySurvey2004_RB_8Dec04.pdf

The Argentine Forensic Anthropology Team (Equipo Argentino de Antropología Forense, EAAF), *1996-1997 Biannual Report*, 18 pages.

http://www.eaaf.org/reports/AR9697/06DRC96_97.pdf

BOOKS AND ARTICLES- LIVRES ET ARTICLES:

Wayne Madsen, *Genocide and covert operations in Africa 1993 - 1999*, Mellen Press, 1999.

<http://www.mellenpress.com/mellenpress.cfm?bookid=4388&pc=9>

André GUICHAOUA, *Rwanda 1994 - Les politiques du génocide à Butare*, Éditions Karthala, Paris, juin 2005,

http://www.karthala.com/rubrique/detail_produit.php?id_oeuvre=1559

Cruvelier, T. et al., *Augustin Cyiza - Un homme libre au Rwanda*, Éditions Karthala, Paris, août 2004, 222 pages. Madeleine Mukamuganga, *Rwanda du bonheur à l'horreur*, Éditions Cultures Croisées, 126 pages.

<http://www.ed-cultures-croisees.org/19.htm>

HRW et FIDH, *Aucun témoin ne doit survivre: le génocide au Rwanda*, Éditions Karthala, Paris, 1999, 936 pages. http://www.karthala.com/rubrique/detail_produit.php?id_oeuvre=548

Gaspard Musabyimana, *VRAIE NATURE DU FPR APR D'OUGANDA EN RWANDA*, Éditions L'Harmattan, Paris, septembre 2003, 276 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=15495>

Gaspard Musabyimana, *L'APR ET LES RÉFUGIÉS RWANDAIS AU ZAÏRE 1996-1997: Un génocide nié*, Éditions L'Harmattan, Paris, janvier 2004, 226 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=16053&razSqlClone=1>

Eugène Ndahayo, RWANDA : Le dessous des cartes, Éditions L'Harmattan, Paris, 2001, 278 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=13358>

Brauman R., Smith S., Vidal C., *Politique de terreur et privilège d'impunité au Rwanda*, Revue Esprit, n°8-9 août-septembre 2000.

<http://129.194.252.80/catfiles/1866.pdf>

Claudine Vidal, *La commémoration du génocide au Rwanda. Violence symbolique, mémorisation forcée et histoire officielle*, Cahiers d'études africaines, 175, 2004

<http://etudesafricaines.revues.org/document4737.html>

Albert-Enéas Gakusi, Frédérique Mouzer, *DE LA RÉVOLUTION RWANDAISE À LA CONTRE-RÉVOLUTION, Contraintes structurelles et gouvernance 1950-2003*, Éditions L'Harmattan, décembre 2003, 152 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=15919>

James Gasana, *RWANDA : DU PARTI-ÉTAT À L'ÉTAT-GARNISON*, Éditions L'Harmattan, 2002, 348 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=1245>

Charles Onana et al., *SILENCE SUR UN ATTENTAT: Le scandale du génocide rwandais*, Éditions Duboiris, Paris, 2005.

<http://www.editionsduboiris.com/livre.php?aid=6&PHPSESSID=>

Marie Béatrice Umutesi, *FUIR OU MOURIR AU ZAÏRE: Le vécu d'une Réfugiée Rwandaise*, Éditions L'Harmattan, mars 2000, 312 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=8122>

Marie Béatrice Umutesi, *SURVIVING THE SLAUGHTER: the ordeal of a Rwandan Refugee in Zaire*. University of Wisconsin Press, October 2004. Translated by Julia Emerson.

<http://www.wisc.edu/wisconsinpress/books/3918.htm>

Luc Marchal, *RWANDA: LA DESCENTE AUX ENFERS. TÉMOIGNAGE D'UN PEACEKEEPER, DÉCEMBRE 1993-AVRIL 1994*, Editions Labor, Bruxelles, 2001, 333 pages

Filip Reyntjens et S. Marysse, *L'AFRIQUE DES GRANDS LACS: Annuaire 1997-1998*, Éditions L'Harmattan, Paris, juin 1998, 410 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=566>

Filip Reyntjens, *RWANDA: Trois jours qui ont fait basculer l'histoire*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1996, 150 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=1297>

Filip Reyntjens et S. Marysse, *AFRIQUE DES GRANDS LACS: Annuaire 2000-2001*, Éditions L'Harmattan, Paris, novembre 2001, 438 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=7173>

Filip Reyntjens et S. Marysse, *L'AFRIQUE DES GRANDS LACS: Annuaire 1999-2000*, Éditions L'Harmattan, Paris, octobre 2000, 426 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=7783>

Filip Reyntjens, *LA GUERRE DES GRANDS LACS: Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique Centrale*, Éditions L'Harmattan, Paris, octobre 1999, 256 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=8854>

Filip Reyntjens et S. Marysse, *L'AFRIQUE DES GRANDS LACS: Annuaire 2001-2002*, Éditions L'Harmattan, Paris, décembre 2002.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=11360>

Filip Reyntjens et S. Marysse, *L'AFRIQUE DES GRANDS LACS: Annuaire 1998-1999*, Éditions L'Harmattan, Paris, septembre 1999, 436 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=13539>

Filip Reyntjens et S. Marysse, *L'AFRIQUE DES GRANDS LACS: Annuaire 2003-2004*, Éditions L'Harmattan, Paris, octobre 2004, 322 pages.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=18201>

Véronique Parqué et Filip Reyntjens, *Crimes contre l'humanité dans l'ex-Zaïre: une réalité*, Centre d'étude de la région des Grands Lacs d'Afrique, Université d'Anvers, Belgique, mars 1998, 20 pages.

<http://www.gralac.org/ann%20pdf%201997-1998/Crimes%20contre%20l.pdf>

S. DESOUTER et F. REYNTJENS, *Les violations des Droits de l'Homme par le FPR/APR. Plaidoyer pour une enquête approfondie*, Centre d'étude de la région des Grands Lacs d'Afrique, Université d'Anvers, Belgique, juin 1995, 46 pages.

<http://129.194.252.80/catfiles/1341.pdf>

Filip Reyntjens, *Sujets d'inquiétude au Rwanda en octobre 1994*, Centre d'étude de la région des Grands Lacs d'Afrique, Université d'Anvers, Belgique, 3 novembre 1994, 13 pages.

<http://129.194.252.80/catfiles/0064.pdf>

Robin Philpot, *Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali*, Éditions Les Intouchables, Montréal, Canada, 2003, 223 pages.

<http://www.lesintouchables.com/4-philpotr.htm>

Lieutenant Abdul Joshua Ruzibiza, *RWANDA : l'histoire secrète*, Éditions du Panama, Paris, octobre 2005, 400 pages.

Pierre Péan, *Noires fureurs, blancs menteurs. Rwanda : 1990-1994*, Éditions des mille et une nuits, Paris, novembre 2005

FILMS - CINÉMAS :

Documentary "The One Who Knew," on the assassination of Seth Sendashonga in Nairobi, Kenya

Le documentaire "Celui qui savait" sur l'assassinat de Seth Sendashonga à Nairobi, Kenya.

<http://www.ridm.qc.ca/ridm-4/film/ven630001ONF.html>

"The One Who Knew," Canada/Quebec, by Julien Elie (U.S. Premiere)--On May 16, 1998, Seth Sendashonga, ex-Minister of the Interior

of Rwanda, is assassinated in downtown Nairobi. His wife, Cyrie, is convinced that Seth was killed because he knew too much about

atrocities committed by the current governing party, the Front Patriotique Rwandais (FPR). Despite the risks involved, Cyrie decides to

find the assassins. 11:30 a.m. Sunday, March 16.

Après avoir vécu le génocide rwandais et, en 1998, l'assassinat de son mari qui détenait un dossier incriminant pour le gouvernement

rwandais, Cyrie Sendashonga se consacre à poursuivre l'oeuvre de justice de Seth, son mari. Les cinéastes, Julien Élie (Le dernier repas)

et Carlos Ferrand (Visionnaires, Vivre 120 ans) se penchent sur le destin exemplaire d'une femme qui, aujourd'hui installée à Montréal,

souhaite par devoir de mémoire transmettre l'héritage de courage et de justice de Seth Sendashonga.

Contact: [producteur] Claire Lapointe, Alter-Ciné, 5371, avenue de l'Esplanade, Montréal (Qc) H2T 2Z8

Canada. Téléphone: 514-273-71-36 Fax: 514-273-82-80 | Courriel : altercine@ca.tc

Documentary of the Austrian filmmaker Hubert Sauper, « *Kisangani Diary, loin du Rwanda* », March 1997

Le documentaire du cinéaste autrichien Hubert Sauper, « *Kisangani Diary, loin du Rwanda* », mars 1997

<http://www.hubertsauper.com/kisangani.html>

Synopsis of the film

"Along an overgrown railway track south of the Zaire town Kisangani, ex-Stanleyville, an expedition of the UN, together with a handful of journalists discover "lost" refugees. They are eighty thousand (!) Hutus from far away Rwanda, the last survivors of three years of hunger and armed persecution that transpired throughout the vast Congo basin.

The film traces those refugees into the heart of the rainforest, follows the hopeless attempts of help. It goes to enigmatic places where massacres had happened only the night before. All along the way there are bodies and half-dead side by side. Nobody knows who was shooting.

“ A whole people on the run at the end of the road...”: World news headlines.

Some humanitarian aid arrives, slowly. The Hutu-refugees leave the forest, gathering in two gigantic camps (Kasese, Biaro). Even though hundreds of refugees die every day from diseases and malnutrition, new hope arises among the victims of this forgotten war. The Rwandans are being promised repatriation with airplanes out of Kisangani.

But only four weeks later, the unprotected UN—camps are again machine-gun attacked. Deliberately massacred by parts of the rebel army (AFDL) of today’s “Democratic Republic Congo Kinshasa” (quoted from a UN—report from June 11, 97).

During the night of April 25, 1997, eighty thousand men, women and children disappear again, without leaving a trace, back into the jungle.” (Hubert Sauper)

Documentaire des cinéastes canadiens Danièle Lacourse et Yvan Patry, « *Chronique d’un génocide annoncée* », 1996.

Documentary of the Canadian filmmakers Danièle Lacourse and Yvan Patry, « *Chronicle of a Genocide Foretold* », 1996.

Duration : 164 minutes

Production : Alter-Ciné Inc., 5371, avenue de l’Esplanade, Montréal (Qc) H2T 2Z8 Canada.

Téléphone: 514-273-71-36 Fax: 514-273-82-80 | Courriel : altercine@ca.tc

Office National du Film (National Film Board)

<http://www.qav.ca/FicheFilm/fichefilm-fr.php?ID=481>

<http://www.qav.ca/FicheFilm/fichefilm-en.php?ID=481>

This documentary traces the story of the 1994 genocide in Rwanda, the events that preceded it, and its consequences. It is divided into three parts. Part 1 : " Blood was Flowing Like a River " explains how the genocide started in two key regions of Rwanda : Kibuye and the Bugesera, where "blood was flowing like a

river". Part 2 : " We Were Cowards " illustrates how and why the international community abandoned Rwandan victims to their killers. Focussing on the largest massacre in Kigali and featuring unique footage shot by a UN peacekeeper, this documentary looks at the experiences of UN soldiers who pulled out of Kigali, and of the victims who were left behind. Part 3 : " We Feel Betrayed " exposes crimes against humanity against the Hutu majority perpetrated this time by the new Rwandan government led by Tutsi extremists. This final part records the search for justice in a country where reconciliation is still a long way off.

Note: The original version is in french with sub-titles in English. There is also a 16mm copy during 141 minutes. The original version of 164 minutes is subdivided in 3 parts: 63 minutes, 44 minutes and 57 minutes.

Ce documentaire reconstitue le déroulement et les lendemains du génocide commis au Rwanda en 1994. Il est divisé en trois parties. La première partie : « Le Sang coulait comme une rivière » illustre les origines et le déroulement du génocide contre les Tutsis dans les régions de Kibuye et Bugesera, là où le sang coulait comme une rivière. La deuxième partie : « Nous avons fait preuve de lâcheté » est le récit contrasté des Casques bleus quittant les lieux et des victimes qui restent sur place. La troisième partie : « Nous nous sentons trahis » illustre les crimes contre l'humanité perpétrés contre les Hutus par les nouveaux dirigeants extrémistes tutsi, toujours dans l'indifférence complice de la communauté internationale. Cette dernière partie rend compte de la lutte pour la justice dans un pays où la réconciliation restera longtemps hypothéquée. Note: La version originale est en français avec des sous-titres en anglais Il existe aussi une copie en 16 mm d'une durée de 141 minutes. La version de 164 minutes se subdivise en trois parties : 63 minutes, 44 minutes et 57 minutes.